

**Assemblée générale**

Distr. générale
6 septembre 2023
Original : français

Soixante-dix-huitième session**Demande d'inscription d'une question supplémentaire
à l'ordre du jour de la soixante-dix-huitième session****Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale
à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie****Lettre datée du 5 septembre 2023, adressée au Secrétaire
général par les Représentants permanents du Canada, de Djibouti
et de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous avons l'honneur de demander, conformément à l'article 15 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'inscription à l'ordre du jour de la soixante-dix-huitième session d'une question supplémentaire intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie ».

Conformément à l'article 20 du Règlement intérieur de l'Assemblée, un mémoire explicatif (annexe I) et un projet de résolution (annexe II) sont joints à la présente lettre. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Canada
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Robert **Rae**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la République de Djibouti
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Mohamed Siad **Doualeh**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la Roumanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Cornel **Feruță**



Annexe I

Mémoire explicatif

I. Introduction

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie est une organisation interparlementaire multilatérale réunissant 92 sections formées par des parlements et organisations internationales ayant en commun l'usage de la langue française et réparties sur les cinq continents.

En tant qu'Assemblée consultative de la Francophonie, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a pour mission de soutenir et défendre la langue française dans les organisations internationales et chambres législatives ainsi que de valoriser le multilinguisme sur la scène internationale. L'Assemblée est également un espace de débats, de propositions et d'échanges d'informations sur tous les sujets d'intérêt commun à ses membres. Elle repose sur des valeurs fondamentales qui visent à promouvoir la solidarité, la diversité culturelle, l'éducation, la paix, l'égalité entre citoyens et le dialogue entre les peuples.

Par ailleurs, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie se donne pour objectif de contribuer aux débats internationaux sur les enjeux contemporains avec la perspective des parlementaires. Les représentants élus qu'elle regroupe sont les plus à même d'agir sur ces thématiques en ce qu'ils portent la voix des populations concernées. L'Assemblée s'implique notamment sur les thématiques de lutte contre les changements climatiques, d'égalité entre les femmes et les hommes, de promotion de la participation citoyenne des jeunes dans l'espace francophone, de lutte contre la désinformation, de réglementation de l'espace numérique, d'accès à l'enseignement ou encore de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ces thématiques, qui font l'objet de travaux en Commissions à l'issue desquels des déclarations, des résolutions et des recommandations sont adoptées et peuvent être discutées dans les parlements nationaux, s'inscrivent dans le spectre beaucoup plus étendu de problèmes économiques, sociaux et environnementaux que vise à régler le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'Organisation des Nations Unies.

En cela, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'efforce de contribuer activement aux efforts des entités du système des Nations Unies en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. L'objectif 16, visant à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, est au cœur du mandat de plusieurs instances de l'Assemblée, qui conduisent régulièrement des actions concrètes en lien avec les priorités définies par les Nations Unies. Depuis sa création en 1967, l'Assemblée suit les principes de la Charte des Nations Unies, considérée comme le texte fondamental du système multilatéral.

Partenaire privilégié de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et acteur à part entière de la Charte de la Francophonie, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie fait partie intégrante de l'écosystème de ses instances et œuvre à la défense des valeurs de la Francophonie aux côtés des États.

II. Présentation

A. Historique

Dans le long parcours de construction d'une communauté francophone, les parlementaires sont les premiers à agir en faveur d'une Association internationale des

parlementaires de langue française qui, sur la base du partage d'une langue commune, permettrait de faire entendre davantage la voix des États, notamment africains, sur la scène internationale.

Les 17 et 18 mai 1967 se tient l'Assemblée consultative de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) à laquelle participent 50 parlementaires issus de 21 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe. Ils se donnent pour mission de contribuer au rayonnement, à la promotion et à la défense du français dans les organisations internationales.

En 1989, l'AIPLF, désormais Assemblée internationale des parlementaires de langue française, obtient le statut d'organisation à vocation internationale et voit son rôle d'instance interparlementaire francophone reconnue par le Sommet de la Francophonie de Dakar.

En 1993, l'institution devient l'Assemblée consultative de la Francophonie. Ce statut est confirmé par la Charte de la Francophonie adoptée à Hanoï en 1997. Afin de se conformer à son nouveau rôle politique dans le schéma institutionnel de la Francophonie, l'Assemblée adopte le nom d'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) en juillet 1998 à Abidjan.

À l'orée du XXI^e siècle, l'Assemblée assure le rôle de promouvoir la démocratie sur les cinq continents en se saisissant de nouvelles thématiques telles que l'égalité femmes-hommes, les nouvelles technologies, la diversité culturelle ou encore la participation citoyenne.

B. Objectifs

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie est un espace de débats, de propositions et d'échanges sur des sujets d'intérêt commun à tous ses membres. L'institution poursuit quatre objectifs.

Son premier objectif est de promouvoir l'usage de la langue française dans les organisations internationales et institutions parlementaires. Dans une optique de valorisation de la diversité des expressions culturelles et linguistiques, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie mène un plaidoyer actif en faveur du respect du multilinguisme sur la scène internationale, garant d'une participation efficiente et équitable de tous les acteurs aux débats internationaux.

Son deuxième objectif est de renforcer les capacités juridiques et techniques des parlementaires et des fonctionnaires parlementaires. À travers des séminaires thématiques et des stages, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie contribue à outiller les institutions parlementaires, membres de son Assemblée, afin de leur permettre d'exercer au mieux leurs rôles et leurs missions.

Son troisième objectif est d'éclairer les débats internationaux sur les enjeux contemporains avec le point de vue des parlementaires francophones. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'implique sur les thématiques de lutte contre les changements climatiques, d'égalité politique entre les femmes et les hommes et de promotion de la jeunesse.

Son quatrième objectif est de promouvoir la démocratie et les droits de la personne dans tout l'espace francophone à travers sa diplomatie parlementaire. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie contribue à la prévention de situations de crise, et le cas échéant, au rétablissement de la stabilité et de la paix. Elle organise et participe à des missions de bons offices et d'observation électorale.

C. Les membres

1. Évolution de la composition de l'Assemblée

Les parlements membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie sont organisés en sections. Selon l'article 5.1 des Statuts de l'Assemblée, « une section regroupe tout ou partie des membres du parlement dont elle émane. Sa composition politique tend à refléter celle de ce parlement ».

Les sections sont formées par des parlements ou au sein des parlements des États ou communautés où la langue française est langue officielle, langue d'administration ou langue d'usage courant.

En 1967, 21 parlements participent à la première réunion tenue au Luxembourg.

Très vite, le souhait de l'Assemblée fut d'acquérir un caractère d'universalité. Dans les années qui suivent, de nombreux pays ont envoyé des représentants aux réunions de l'AIPLF. Dix ans après sa création, l'Assemblée a doublé son nombre de membres, ce qui a fortement contribué à étendre sa sphère d'influence.

Depuis deux décennies, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie attire des parlements situés hors de son aire linguistique naturelle, et continue de renforcer son contingent dans toutes les régions du monde.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie regroupe aujourd'hui 92 membres représentant les peuples francophones situés sur les cinq continents.

2. Composition de l'Assemblée

L'Assemblée comprend trois types de sections : les membres, les associés et les observateurs.

Les sections membres sont formées par des parlements ou assemblées législatives où la langue française est la langue officielle, langue d'administration ou langue d'usage.

À ce jour, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie compte parmi ses sections membres :

L'Arménie, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, le Cameroun, le Canada, le Cap-Vert, les Comores, la Belgique, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte, la France, le Gabon, la Grèce, la Guinée, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, Haïti, Jersey, le canton du Jura, le Laos, le Liban, le Luxembourg, Madagascar, le Mali, le Manitoba, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, Monaco, le Niger, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, la Polynésie française, le Québec, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Roumanie, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Suisse, la Syrie, le Tchad, le Togo, la Tunisie, la Vallée d'Aoste, le Vanuatu, le canton de Vaud, le Vietnam et Wallis-et-Futuna.

L'accès au statut de membre associé répond à des conditions strictes. Les sections associées sont formées par des parlements ou assemblées législatives d'États ou communautés qui partagent les valeurs de la Francophonie et qui font usage de la langue française, notamment dans les réunions internationales, et qui encouragent l'usage, l'enseignement et la diffusion de la langue française.

À ce jour, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie compte parmi ses sections associées :

L'Albanie, l'Alberta, Andorre, la Bulgarie, la Catalogne, la Colombie-Britannique, la Macédoine du Nord, le canton de Genève, la Géorgie, la Hongrie, l'Île-du-Prince-Édouard, le Kosovo, la Lituanie, la Moldavie, le Monténégro, la Pologne, la Serbie et le canton du Valais.

Le statut d'observateur est octroyé à un parlement ou une assemblée parlementaire internationale dans lequel ou laquelle il n'existe pas de section. Les délégations sont composées de parlementaires francophones.

À ce jour, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie compte parmi ses observateurs :

La Bosnie-Herzégovine, le Parlement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), le Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Confédération parlementaire des Amériques (COPA), la Croatie, le Forum des francophones du Parlement européen, la Lettonie, la Louisiane, le Maine, le Mexique, le New Hampshire, le Parlement Bénélux, le Parlement panafricain, la République tchèque, la Saskatchewan, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), l'Ukraine et l'Union interparlementaire (UIP).

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie privilégie l'adhésion de parlements nationaux, qui représentent à ce jour 62 sections sur le total de 92.

3. Procédure d'adhésion

Toute nouvelle demande d'adhésion en qualité de membre associé ou de membre de plein droit doit être introduite par une lettre du Président du parlement, de l'assemblée ou de l'organisation intéressée et adressée au Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Cette demande d'adhésion doit comporter notamment la liste des membres du Parlement, la composition de son Bureau, la description de son organisation interne, la désignation de son siège ainsi qu'un dossier comportant des informations relatives à la place de la langue française dans l'État ou la communauté concernés (par exemple : les mesures législatives ou réglementaires éventuelles concernant le français, une estimation du pourcentage de francophones, la scolarisation en français, les réformes éducatives concernant l'usage du français mises en application, l'existence de programme de coopération juridique avec des pays francophones, l'engagement de principe d'utiliser la langue française dans les enceintes internationales, manifestations consacrées à la Francophonie etc.). Des éléments d'informations sur le contexte culturel, économique, juridique et international sont également à fournir.

Toute demande d'adhésion doit être déposée au Secrétariat général de l'Assemblée au moins six mois avant la tenue d'une session pour qu'elle puisse être instruite. Une fois reçu par le Bureau, le dossier de candidature est transmis pour examen à la Commission politique. Celle-ci se prononce sur sa recevabilité, sous la forme d'une recommandation transmise au Bureau. Ce dernier décide, après débat, de soumettre la candidature au vote de la session plénière.

Le statut des observateurs et membres associés peut évoluer. Ainsi, un observateur peut devenir membre associé et une section associée peut devenir membre de plein droit. Ce changement de statut nécessite une demande formelle adressée directement au Président de l'Assemblée en sa qualité de Président du Bureau.

D. Structure organisationnelle

La vie démocratique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie est organisée autour de différentes structures délibérantes.

1. La session plénière

Toutes les sections représentées à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie se réunissent annuellement en assemblée plénière. Les sections membres, associées et observatrices envoient des délégations pour les représenter lors de cette assemblée.

L'Assemblée plénière adopte les résolutions préparées par les quatre commissions, le Réseau des femmes parlementaires et le Réseau des jeunes parlementaires. Elle élit les membres du Bureau et décide de l'admission des sections, de leur changement de statut, de leur éventuelle suspension ainsi que de l'attribution du statut d'observateur.

Dans le cadre de l'Assemblée plénière, le débat général est le moment important de la vie de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Son thème est d'intérêt commun à toutes les sections de l'APF qui y apportent leur contribution. Les débats de l'Assemblée plénière sont publics et font l'objet d'un relevé de décisions.

2. Le Bureau

Composé de 29 parlementaires, le Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie bénéficie d'une compétence générale sur l'organisation et le fonctionnement interne de l'Assemblée. Il se réunit deux fois par an. Sa réunion de juillet précède de quelques jours la session de l'assemblée plénière. L'autre réunion se tient, le plus souvent, entre les mois de décembre et février.

3. Les quatre commissions

À l'image du Bureau, les commissions se réunissent deux fois par an, dont une fois lors de la session, à l'initiative des présidents de commissions. Elles déterminent les sujets d'intérêt relevant de leur compétence en prenant en compte les priorités arrêtées par le Sommet de la Francophonie. Elles établissent des rapports sur les questions étudiées. Elles peuvent proposer à l'Assemblée plénière des résolutions, avis ou recommandations qui sont présentés par le Président et le rapporteur de la commission concernée. Elles peuvent adopter des déclarations par consensus dans l'intervalle des Assemblées plénières.

3.1 La Commission des affaires parlementaires

La Commission des affaires parlementaires a pour compétence l'examen des questions relatives à la législation, au contrôle et à l'évaluation des politiques publiques, à l'organisation des parlements, à l'éthique et à la déontologie, à la participation citoyenne à la vie publique, des accords de partenariat ainsi que des orientations et des programmes de la coopération parlementaire et le suivi des missions d'observation électorale.

3.2 La Commission des affaires économiques, sociales et environnementales

La Commission des affaires économiques, sociales et environnementales examine les questions relatives au développement humain, au développement durable et au développement économique, sous l'angle de la coopération, de la démocratie et de la solidarité.

3.3 *La Commission de l'éducation, de la culture et de la communication*

La Commission de l'éducation, de la culture et de la communication examine les questions relatives à l'expression culturelle en langue française, à l'éducation, à la formation, à la communication, aux technologies de l'information et des communications et à l'audiovisuel.

Elle a fait de la diversité culturelle et du dialogue des cultures ses priorités. De plus, elle traite actuellement de l'éducation au développement durable et de l'éducation duale et assure un suivi constant du Vade-mecum relatif à l'usage du français dans les organisations internationales.

Le Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme

Faisant suite à la résolution sur le renforcement de la lutte contre le VIH/sida en Afrique, adoptée à Yaoundé le 7 juillet 2000, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a créé, en partenariat avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida. Sous la tutelle de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication, cette instance a vu son mandat élargi à la lutte contre la tuberculose et le paludisme en 2014.

Ce Réseau constitue un lieu de sensibilisation et de promotion d'actions en matière de lutte contre les trois maladies. Il constitue un instrument d'information et de plaidoyer au service des parlements. Il se réunit une fois par an et collabore étroitement avec l'ONUSIDA, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Organisation mondiale de la Santé, le Global TB Caucus, Action santé mondiale et le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme.

3.4 *La Commission politique*

La Commission politique examine les questions politiques et l'état de droit dans le monde francophone, les rapports avec les institutions de la Francophonie, les orientations générales de l'Assemblée ainsi que les questions juridiques relatives au règlement et à ses dispositions d'application.

Les travaux de la Commission sont notamment consacrés au suivi des situations de crise dans l'espace francophone et à l'accompagnement des États en sortie de crise et en transition démocratique. La commission effectue par ailleurs une veille de la protection et de la promotion des droits de l'homme au sein de la Francophonie.

La Commission effectue le suivi des décisions des Sommets de la Francophonie de même que de l'application de la [Déclaration de Bamako](#) relative aux pratiques de la démocratie dans l'espace francophone.

Enfin, la Commission est appelée à se prononcer sur les orientations générales de l'APF et à examiner les questions juridiques relatives au règlement de l'APF et à ses dispositions d'application.

4. Les réseaux

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie dispose également de deux réseaux consacrés à la promotion d'une meilleure participation citoyenne des femmes et des jeunes de l'espace francophone.

4.1 Le Réseau des femmes parlementaires

Créé en 2002, le Réseau des femmes parlementaires promeut une meilleure participation des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle et ce, tant au niveau national que dans l'ensemble de l'espace francophone.

Le Réseau œuvre à renforcer la place et le rôle des femmes dans les Parlements membres et dans les organisations internationales, favoriser les échanges d'expérience et encourager la solidarité entre femmes parlementaires et, enfin et surtout, à contribuer à la défense des droits de la femme et de l'enfant.

4.2 Le Réseau des jeunes parlementaires

En juillet 2018, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est dotée d'un Réseau des jeunes parlementaires qui rassemble les parlementaires de moins de 40 ans autour des valeurs de la Francophonie et de la langue française. Le Réseau encourage une meilleure participation des jeunes élus au processus de décision et développe leurs capacités et leur influence dans les parlements nationaux et sur la scène internationale.

5. Les Assemblées régionales

Répartis sur l'ensemble des continents, les membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie ont la possibilité de se réunir en Assemblées régionales. Il existe quatre régions : l'Afrique, l'Amérique, l'Europe et l'Asie-Pacifique.

L'Assemblée régionale assure la mise en œuvre des objectifs de l'APF dans le contexte particulier d'une région. Elle est également un lieu de propositions et de débats, dont les conclusions sont communiquées au Bureau et à l'Assemblée plénière par les Délégués régionaux et le Secrétaire général parlementaire.

5.1 Assemblée régionale Afrique

Parmi toutes les régions de l'APF, c'est la Région Afrique qui rassemble le plus grand nombre de sections membres de l'APF avec 27 parlements représentés. Lors des réunions de l'Assemblée régionale et de la Conférence des présidents, les parlementaires étudient des sujets d'intérêt commun aux acteurs continentaux tels que la lutte contre le terrorisme, les migrations, les transitions démocratiques ou encore le rôle des parlements dans la gouvernance en Afrique francophone.

5.2 Assemblée régionale Amérique

La Région Amérique est la plus ancienne des quatre Assemblées régionales. Créée en 1981, à l'initiative de la section canadienne de l'AILPF, l'Assemblée régionale Amérique réunit 15 sections de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Cette instance s'est donnée pour objectif de favoriser le rayonnement de la langue française et de défendre et d'illustrer la culture francophone dans les régions entièrement ou partiellement francophones d'Amérique.

5.3 Assemblée régionale Asie-Pacifique

La Région Asie-Pacifique est institutionnalisée depuis 2005. Composée de sept sections, l'Assemblée régionale se tient tous les deux ans. Ses membres discutent des activités régionales de l'APF ainsi que du renforcement de l'influence de la Francophonie en Asie-Pacifique. Depuis sa première réunion, les parlementaires de la région ont notamment travaillé sur la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement ou encore la coopération interparlementaire.

5.4 Assemblée régionale Europe

L'Assemblée régionale Europe se donne pour mission la recherche de la « réalité francophone européenne ». De quatre sections membres en 1983, la Région Europe est aujourd'hui composée de 12 sections membres, 15 sections associées et 6 observateurs. Les parlementaires francophones européens ont notamment travaillé sur la place de la langue française dans les institutions européennes, de nouveaux espaces de coopération pour la Francophonie et les perspectives d'un tourisme durable. L'Assemblée régionale Europe se réunit chaque année en Assemblée plénière et en Conférence des présidents.

6. Coopération interparlementaire

En plus de son rôle politique, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie est un acteur majeur de solidarité au service des parlements. En effet, l'Assemblée met en place des actions de coopération depuis le milieu des années 1980. Accordant une attention toute particulière aux parlements qui ont vu leurs membres fortement renouvelés à la suite d'une élection ou encore aux parlements en sortie de crise, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie offre des formations de qualité et un renforcement des capacités pour les sections qui en font la demande. Offrant une palette d'actions de coopération couvrant l'intégralité des thèmes nécessaires au bon fonctionnement du travail parlementaire, l'APF forme prioritairement les parlementaires et les fonctionnaires parlementaires.

Ainsi, depuis 1994, le Secrétariat général de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie organise une dizaine de séminaires par an, en collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie. Ces séminaires permettent, à la demande des parlements bénéficiaires, de renforcer les compétences des parlementaires, tout particulièrement dans les sections en sortie de crise, dans les assemblées nouvellement élues ou sur des thématiques d'actualité.

Parmi les grands thèmes abordés lors de ces séminaires, on retrouve l'ensemble des missions du pouvoir législatif : les fonctions législatives, le rôle et les pouvoirs du parlement et des parlementaires, les mécanismes d'élaboration des lois, les pouvoirs de contrôle parlementaire de l'action gouvernementale, les questions d'éthique et de déontologie parlementaires ou encore le respect du protocole.

7. Financement

Selon l'article 20 des Statuts de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, le financement de l'Assemblée est assuré par les sections. Les sections membres et associées s'acquittent d'une cotisation statutaire calculée sur la base d'un barème de répartition établi par le Bureau. Chaque année, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie reçoit des subventions de ministères des affaires étrangères et d'organismes internationaux. Ces subventions sont dédiées à la mise en œuvre de projets fléchés ou libres d'affectation.

III. Relations avec les autres organisations internationales

A. Relation avec l'Organisation internationale de la Francophonie

Bien que représentant toutes les deux des instances politiques de la Francophonie, et liées par de multiples relations institutionnelles et de coopération, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sont deux institutions organiquement distinctes.

Très vite après la création de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), les parlementaires réfléchissent à la création d'une agence intergouvernementale dont le but est d'intensifier la coopération culturelle et technique entre les pays de langue française, et qui serait le principal organe de la Francophonie institutionnelle. C'est ainsi qu'en 1970, à Niamey, au Niger, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) fut fondée. Cette organisation devient en 1998 l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, puis en 2005 l'Organisation internationale de la Francophonie.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie participe à l'ensemble des commissions permanentes de l'OIF, au Conseil permanent de la Francophonie (CPF) et à la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) où elle présente le point de vue des parlementaires francophones sur les différents enjeux étudiés dans ces instances.

Elle participe également aux travaux des Sommets des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie. À cette occasion, l'Assemblée y transmet un avis sur le thème du Sommet et une série de recommandations qui font l'objet d'une présentation par son Président devant les chefs d'État et de gouvernement.

Par ailleurs, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie prend part au Conseil de coopération aux côtés des opérateurs directs de la Francophonie sous la présidence de la Secrétaire générale de la Francophonie. Ce Conseil a pour objet de faire le point sur les programmes de coopération mis en œuvre par les uns et les autres, et les possibilités de développer les synergies.

L'Organisation internationale de la Francophonie et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie signent chaque année un protocole d'accord financier pour la mise en œuvre d'actions de coopération qui contribuent à la réalisation des objectifs qu'elles ont en commun.

De son côté, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie invite chaque année, lors de son Assemblée plénière, le Secrétaire général de la Francophonie à présenter son action et à échanger avec les parlementaires. Le Bureau de l'APF auditionne également périodiquement l'Administratrice de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Enfin, en raison de leurs conditions d'adhésion et de leurs spécificités, les deux organisations ne recouvrent pas exactement les mêmes membres. Ceci explique donc la différence entre le nombre de membres à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et à l'Organisation internationale de la Francophonie.

B. Liens avec l'Organisation des Nations Unies

Depuis sa création, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a suivi et pris part aux travaux de différentes instances et agences spécialisées onusiennes. Par ses actions, l'APF renforce le champ d'action des Nations Unies et apporte sa

contribution à la mise en œuvre de réformes soutenant la réalisation de ses objectifs de développement durable.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie contribue clairement à trois objectifs de développement durable : l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et les filles (objectif 5), la promotion de sociétés pacifiques par l'instauration d'institutions inclusives, efficaces, responsables et transparentes (objectif 16) et enfin la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources, ainsi que la lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions (objectif 13). En ce sens, les travaux des instances spécialisées de l'APF ont par exemple abouti sur l'adoption d'une résolution sur l'autonomisation économique des femmes dans l'espace francophone qui se réfère à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, réaffirmant ainsi les engagements sur l'autonomisation économique des femmes pris par l'APF lors de sa session plénière à Bruxelles en 2012. Le Cadre stratégique 2023-2030 de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie prévoit également de rendre l'institution « plus écoresponsable et transparente ». En lien avec l'objectif 13 des objectifs de développement durable, l'Assemblée travaille actuellement à l'adoption d'un corpus législatif sur les changements climatiques dans l'espace francophone à destination de ses parlements membres. Les travaux de la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales ont par ailleurs permis l'adoption d'une résolution sur les avenues de coopération internationale en matière de changements climatiques.

L'Assemblée a également tenu plusieurs de ses propres réunions d'instance et de ses actions de coopération au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, sur des thématiques en phase avec les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce lieu sert notamment d'enceinte de réflexion et de débats au Réseau des femmes parlementaires qui organise des événements dans le cadre des sessions de la Commission de la condition de la femme depuis 2015. La tenue d'une conférence sur le Sahel en 2019 a également été l'occasion de développer une réflexion sur les moyens à la disposition des parlementaires pour atténuer l'impact de la menace sécuritaire et renforcer la résilience dans cette région.

Depuis deux décennies, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a également suivi un certain nombre d'organismes et/ou agences spécialisées du système des Nations Unies. Elle a notamment suivi les travaux des commissions régionales pour l'Asie et le Pacifique, pour l'Afrique, pour l'Amérique latine et les Caraïbes et pour l'Europe, où elle a désigné des représentants qui assistent aux réunions des commissions. L'Assemblée entretient des relations très suivies avec ONUSIDA, grâce à son Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, mais également avec la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Dans ce dernier organisme, l'Assemblée participe activement chaque année au Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Le suivi de la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) constitue l'un des travaux majeurs de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Elle a notamment adopté la Déclaration de Québec sur l'engagement des parlementaires de la Francophonie envers la mise en œuvre de la Convention, en 2011, engagement qui a par la suite été repris dans les différents cadres stratégiques de l'Assemblée.

Depuis 2021, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie sont liées par

un accord de partenariat dans lequel les deux organisations s'engagent à renforcer les capacités des parlementaires par le biais de formations et d'ateliers et l'élaboration de matériel didactique pour le développement de cadres légaux adéquats dans les domaines techniques du gaspillage alimentaire, l'accès au foncier, l'agroécologie et l'innovation numérique en agriculture, et à diffuser de l'information sur les actions communes de plaidoyer politique et de sensibilisation des parlementaires aux campagnes de la FAO.

Enfin, depuis 2018, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie apporte sa contribution à un atelier sur le renforcement du rôle des parlementaires des États membres de la Francophonie dans le processus de l'Examen périodique universel, organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à Genève. En contribuant à ce séminaire, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie œuvre activement à la promotion des droits humains et sensibilise les parlementaires sur leur rôle clef dans ce domaine, sachant que 80% des recommandations émises dans le cadre de l'Examen requièrent l'intervention du Parlement.

IV. Raisons de demander le statut d'observateur pour l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et avantages de son octroi pour l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie et l'Organisation des Nations Unies ont établi des relations de coopération depuis les années 1970, ce qui confirme l'intérêt mutuel pour cette coopération sur les sujets d'intérêt commun.

Consciente que la communauté internationale fait face à des défis pour lesquels les réponses exigent un engagement de tous les acteurs politiques afin de revitaliser le multilatéralisme et de garantir la pérennité des actions ainsi qu'une coopération internationale renforcée, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie peut se révéler être un allié précieux pour l'Organisation des Nations Unies en vue de consolider la paix, la stabilité et le bien-être des populations comme énoncé dans le Programme 2030.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'efforce de manière active de contribuer aux travaux et efforts du système des Nations Unies en vue de la réalisation d'objectifs d'intérêt commun. Une grande partie des objectifs stratégiques de l'APF s'inscrivent dans la droite ligne des actions des Nations Unies notamment sur les thématiques liées à la paix, la sécurité, les droits humains, l'égalité femmes-hommes, l'importance du multilatéralisme et la participation citoyenne. Considérant que sur les 11 opérations de maintien de la paix dirigées par le Département des opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies, 5 sont menées dans des pays dont les Parlements sont membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, l'Organisation peut s'appuyer sur l'APF pour accélérer la mise en œuvre des objectifs de ces opérations, tels que faciliter les processus politiques, promouvoir les droits humains, soutenir l'organisation d'élections libres et protéger les citoyens¹.

En élaborant des rapports parlementaires sur des sujets ayant trait à l'action de l'Organisation des Nations unies dans l'espace francophone, notamment en Afrique, sur les missions de maintien de la paix, les actions destinées à la jeunesse et la lutte

¹ Voir, notamment, « L'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'imprègne de l'état des lieux de l'organisation administrative de l'Assemblée nationale centrafricaine », disponible à l'adresse suivante : <https://apf-francophonie.org/l-assemblee-parlementaire-de-la-francophonie-s-impregne-de-l-etat-des-lieux-de-l-organisation>.

contre les changements climatiques, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie peut apporter de précieux enseignements sur l'état du parlementarisme, la situation d'États en période de transition, notamment une perspective d'élus locaux, mais également sur le multilinguisme et la diversité culturelle et linguistique. Le partage de ces travaux permettra à l'Organisation des Nations Unies de mener de manière plus efficace ses actions dans les pays francophones.

L'adoption prochaine par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie d'un corpus législatif sur les changements climatiques serait un levier stratégique en vue d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris. Ce corpus législatif, dans lequel serait inclus des analyses politiques, juridiques et techniques, des exemples de textes législatifs déjà en vigueur dans l'espace francophone, et une proposition de méthode pour les adapter en droit interne dans les pays désirant eux aussi légiférer en la matière, contribuerait à atteindre l'objectif 13 des objectifs de développement durable.

Les travaux et le plaidoyer menés par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie en faveur de la défense de la place du français et du multilinguisme dans les organisations internationales pourront être promus dans les instances des Nations Unies afin de garantir la compréhension et l'inclusion de tous, ainsi que l'équité entre États, mais également un meilleur accès à l'information et à la communication entre parties prenantes. Les analyses et recommandations concrètes émises par l'APF pourront contribuer à ce que l'Organisation des Nations Unies garantisse la place de toutes les langues officielles de l'Organisation dans ses instances.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie suit l'esprit de « Notre programme commun », établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un multilatéralisme plus inclusif, fonctionnant en réseau et comprenant certaines parties prenantes telles que les parlementaires.

La possibilité de suivre les débats de l'Assemblée générale permettra à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie d'accéder à des réseaux et à des informations qui lui sont hors de portée actuellement.

Annexe II

Projet de résolution

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

L'Assemblée générale,

Prenant note de la volonté de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie de renforcer sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies,

1. *Décide* d'inviter l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à participer à ses sessions et travaux en qualité d'observateur ;
 2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la présente résolution.
-